



« *Nous sommes aujourd'hui dépendants de la croissance économique, des taux bas et de l'intervention des banques centrales.* »

Ana Boata, directrice de la recherche macroéconomique, Allianz Trade

entend apporter une réponse plus structurelle en termes d'innovation et d'industrie, précise Benjamin Delozier. Ce plan a pour vocation de transformer durablement des secteurs clés, et de faire de la France un acteur majeur voire un leader sur ces secteurs. » Sur le plan de relance, l'enjeu ne portait non plus sur la simplicité d'accès comme c'était le cas pour les mesures d'aides face à

la crise sanitaire, mais sur le bon niveau de conditionnalité. « France Relance s'est appuyée sur des verticales sectorielles, surtout parce que les secteurs étaient différemment exposés à la crise de la Covid, souligne Jean-Noël Barrot, vice-président de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Par exemple, nous avons constaté que la crise n'était pas liée et corrélée aux fragilités

« *Nous avons constaté que la crise n'était pas liée et corrélée aux fragilités préexistantes dans les territoires.* »

Jean-Noël Barrot, vice-président de la commission des finances, Assemblée nationale



préexistantes dans les territoires. »

Impact de la crise en Ukraine

La crise en Ukraine et le choc énergétique pourraient changer la donne. « Aujourd'hui nous raisonnons encore en termes de scénarios : un scénario où nous avons une croissance très faible et une inflation forte, ou un scénario où il y aura un ajustement avec un choc de demande, une récession et une inflation fortes, ajoute Ana Boata. Auquel cas nous pourrions avoir une forte augmentation des défaillances d'entreprises, du taux de chômage et des risques sociaux. »

Si aujourd'hui le scénario d'une croissance entre 1,5 et 3 % pour la France demeure, la question de l'anticipation sur les stocks de gaz pour l'hiver prochain se pose. « Pour renforcer la souveraineté européenne, des mesures d'urgence sont actuellement en cours de réflexion et notamment un plan hiver pour répondre à l'inflation des prix de l'énergie ou encore un aménagement des aides de l'Etat pour faire face à cette nouvelle crise, poursuit Benjamin Delozier. Des mesures de long terme se mettent également en place

pour renforcer notre résilience et réduire de deux tiers la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon russes d'ici la fin 2022, renforcer l'efficacité énergétique ou encore sécuriser les approvisionnements. » ●



« *Le plan France 2030 a pour vocation de transformer durablement des secteurs clés, et de faire de la France un acteur majeur sur ces secteurs.* »

Benjamin Delozier, chef du service de la compétitivité, de l'innovation et du développement des entreprises, ministère de l'Économie

Financement des PME/ETI post-Covid

Alors que les premières échéances de remboursement du PGE commencent à tomber, différents substituts de financement s'offrent aux entreprises.

Depuis avril 2022, les premiers remboursements de PGE commencent à intervenir. « Il y a d'abord les entreprises ayant pris un PGE de confort pour sécuriser leur trésorerie et qui ont été peu impactées par la crise, précise Paul Guerrier, associé chez June Partners. Elles l'ont alors pour nombre d'entre elles déjà remboursé

ou utilisé pour faire de l'investissement. D'autres ont été moyennement impactées par la crise Covid. Le PGE leur a alors permis de sécuriser la confiance des différentes parties prenantes des entreprises et elles se sont préparées, dans le cadre d'un refinancement du PGE, à faire évoluer leur structure d'endettement pour faire face à des chocs de

même nature dans les années futures. Pour celles fortement impactées par la crise, le PGE n'a généralement pas suffi. Des conciliations ont été mises en place pour renégocier, restructurer les PGE. » Les entreprises qui pourraient être en difficulté pour rembourser le PGE restent néanmoins très peu nombreuses. « Nous sommes très attentifs à anticiper les

difficultés qui pourraient se présenter à certaines entreprises, indique pour sa part Pierre Chabrol, sous-directeur du financement des entreprises et du marché financier à la direction générale du Trésor. Nous avons mis en place à leur intention des dispositifs pour étaler le remboursement au-delà des six ans dans les cas où une solution amiable,



« Des dispositifs subsidiaires aux PGE sont mis en place, comme des avances remboursables. »

Pierre Chabrol, sous-directeur du financement des entreprises et du marché financier à la direction générale du Trésor



« Le sujet d'inquiétude actuel porte également sur le financement des activités résiduelles en Russie. »

Philippe Berneur, vice-président de la commission financements, AFTE

validée par un juge ou le médiateur du crédit, pourrait être trouvée. Parallèlement, des dispositifs subsidiaires aux PGE sont mis en place, comme des avances remboursables. »

Les inquiétudes des entreprises face à la crise ukrainienne

L'environnement de volatilité généralisée sur tous les marchés financiers, matières premières, taux et changes inquiète aussi les entreprises. « Le sujet d'inquiétude actuel porte également sur le financement des activités résiduelles en Russie, précise Philippe Berneur, vice-président de la commission financements à l'AFTE. Il y a là des sujets de compliance et d'éventuelles mises en jeu des couvertures d'assurance-crédit. » Parallèlement au sujet brûlant de la crise ukrainienne, la montée en puissance de la

dynamique ESG se poursuit. La pression mise par le gouvernement sur les investisseurs institutionnels et les banques, notamment avec des contraintes de publication et de reporting sur leurs engagements ESG, aura un impact important sur les ETI. « Si un chef d'entreprise ou les actionnaires d'ETI ne font rien dans les trois à cinq ans, ils verront se tarir un grand panel de sources de financement potentiel de capital et de dette, indique Paul Guerrier. Les entreprises doivent s'emparer de ce sujet avec une vraie logique de cohérence globale. »



« Pour les entreprises fortement impactées par la crise, le PGE n'a généralement pas suffi. Des conciliations ont été mises en place pour renégocier, restructurer les PGE. »

Paul Guerrier, associé, June Partners

Prêts participatifs et obligations relance

Les prêts participatifs relance (remboursements différés au bout de quatre ans) s'inscrivent pour leur part dans une politique de relance de l'investissement. « Ils connaissent un démarrage modeste, poursuit Pierre Chabrol, sous-directeur du financement des entreprises et du marché financier à la direction générale du Trésor. Le dispositif a été créé sur fond d'une situation économique plus dégradée que ce qu'elle est. Il a été complété en décembre par un dispositif d'obligations relance (remboursables

in fine, après huit ans). » Ce panel de dispositifs financiers peut être complété par d'autres types de financement plus traditionnels comme l'affacturage ou le crédit bancaire. Dans cette période de reprise, il a aussi fallu mettre en place des dispositifs de financement subordonnés pour les entreprises ne souhaitant pas ouvrir leur capital et consolider leurs fonds propres. Cela a conduit à prendre plusieurs mesures dans le cadre du plan de relance comme la baisse de l'impôt de production ou la mise en place du label Relance. ●

Le directeur financier, un acteur incontournable de l'entreprise durable

Les directions administratives et financières sont de plus en plus amenées à collaborer avec les directions de la RSE. Retour d'expérience du groupe La Poste, d'EDF et d'Imerys.

Le développement durable et la transition écologique sont au cœur de l'agenda de transformation des entreprises. Dans ce contexte, la fonction finance évolue et s'empare de plus en plus du sujet RSE. « L'histoire de la RSE existe chez nous depuis

le tournant des années 2000, témoigne Bernard Descreux, directeur financement trésorerie groupe d'EDF. La finance s'est mise au service de la RSE pour construire la stratégie Cap 2030 à partir de la neutralité carbone. Chez EDF, la transition énergétique

repose sur un recours accru à l'électricité car nous savons la décarboner. Nous souhaitons un avenir énergétique neutre en carbone, conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, en utilisant électricité, services et solutions innovantes. »

Chez Imerys, les catalyseurs de ce dialogue ont été différents. « Nous sommes spécialisés dans les minéraux industriels, explique Sébastien Rouge, chief financial officer d'Imerys. Notre première approche RSE a porté sur l'empreinte environnementale. Le développe-